LOI n° 60-773 du 30 juillet 1960 autorisant le Gouvernement à prendre, par application de l'article 38 de la Constitution, les mesures nécessaires pour lutter contre certains fléaux sociaux (1).

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article unique. — Le Gouvernement est autorisé, dans la limite des crédits ouverts, à prendre par ordonnances, dans les conditions prévues aux alinéas 2 et 3 de l'article 38 de la Constitution et pendant un délai de quatre mois à compter de la promulgation de la présente loi :

1° Toutes mesures susceptibles de réduire la consommation d'alcool et d'abaisser les prix des jus de fruits et des eaux minérales, ces mesures ne pouvant toutefois porter atteinte, en aucune manière, aux dispositions régissant le vin et le statut de la viticulture, et d'entraver et même supprimer les réclames des produits alcooliques dans les stades et tous endroits fréquentés par des jeunes ;

2° Toutes mesures tendant à régler avant le 1^{er} septembre 1960 le problème de la franchise des bouilleurs de cru. Les ordonnances ne pourront supprimer le privilège aux personnes qui en bénéficient actuellement ni aux conjoints survivants. Elles devront permettre aux militaires qui en ont été privés du fait de leur présence sous les drapeaux d'en bénéficier. Elles feront participer les récoltants aux prêts et aux subventions prévus pour la fabrication des jus de fruits ;

3° Toutes mesures destinées à mettre en vigueur les dispositions de la convention pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui, adoptée par l'assemblée générale des Nations Unies, le 2 décembre 1949 ;

4° Toutes mesures propres à lutter contre l'homosexualité.

Les projets de loi de ratification des ordonnances prévues aux alinéas précédents seront déposés devant le Parlement avant le 15 décembre 1960.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 30 juillet 1960.

C. DE GAULLE.

Par le Président de la République :

Pour le Premier ministre et par délégation :

Le ministre délégué auprès du Premier ministre,
ROGER FREY.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
EDMOND MICHELET.

Le ministre de l'intérieur,
PIERRE CHATENET.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
WILFRID BAUMGARTNER.

Le ministre de la santé publique et de la population,
BERNARD CHENOT.

Loi n° 60-773 TRAVAUX PRÉPARATOIRES (1)

Assemblée nationale :

Projet de loi n° 733 ;
Rapport de Mme Devaud, au nom de la commission des affaires culturelles ;
Discussion et adoption le 18 juillet 1960.

Sénat :

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, n° 287 (1959-1960) ;
Rapport oral de M. Meau, au nom de la commission des affaires sociales ;
Discussion et adoption le 21 juillet 1960.

Assemblée nationale :

Projet de loi modifié par le Sénat (n° 819) ;
Rapport de Mme Devaud, au nom de la commission des affaires culturelles (n° 820), rectifié ;
Discussion et adoption le 22 juillet 1960.

LOI n° 60-774 du 30 juillet 1960 relative à l'assurance vieillesse agricole et à la réparation des accidents du travail agricole (1).

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Art. 1^{er}. — Le premier alinéa de l'article 1124 du code rural est remplacé par les dispositions suivantes :

« La cotisation prévue au 1^{er} alinéa a, de l'article 1123 est fixée, pour le premier exercice, à 12 NF par an pour le chef d'exploitation et les autres membres majeurs non salariés vivant sur l'exploitation et participant à sa mise en valeur ; cette cotisation varie dans les mêmes proportions que le taux de l'allocation de vieillesse institué par le présent chapitre. Dès lors qu'ils ne justifient pas de leur affiliation à un régime légal ou réglementaire de retraite pour la vieillesse à raison de l'exercice d'une activité professionnelle personnelle, les membres de la famille vivant sur l'exploitation sont présumés, sauf preuve contraire, participer à la mise en valeur de l'exploitation ».

Art. 2. — I. — L'article 1125 du code rural est complété comme suit :

« Sont assujettis au paiement de la cotisation prévue au présent article les personnes morales de droit privé relevant des professions énumérées à l'article 1107 du présent code à l'exclusion de celles qui entrent dans le champ d'application du décret n° 59-1043 du 7 septembre 1959 ».

II. — Les dispositions du paragraphe précédent sont applicables à compter du 1^{er} janvier 1960.

Art. 3. — Les dispositions du premier alinéa de l'article 1214 du code rural sont modifiées comme suit :

« Lorsqu'il est établi que l'accident résulte directement d'un des faits de guerre visés à l'article 1211, le fonds commun des accidents du travail agricole survenus dans la métropole prend le lieu et place... ».

(Le reste sans changement.)

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 30 juillet 1960.

C. DE GAULLE.

Par le Président de la République :

Pour le Premier ministre et par délégation :

Le ministre délégué auprès du Premier ministre,
ROGER FREY.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
WILFRID BAUMGARTNER.

Le ministre de l'agriculture,
HENRI ROCHEREAU.

Loi n° 60-774 TRAVAUX PRÉPARATOIRES (1)

Assemblée nationale :

Projet de loi n° 339 ;
Rapport de M. Coumaros, au nom de la commission des affaires culturelles (n° 430) ;
Discussion et adoption le 15 décembre 1959.

Sénat :

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, n° 112 (1959-1960) ;
Rapport de M. Martial Brousse, au nom de la commission des affaires sociales, n° 197 (1959-1960) ;
Discussion et adoption le 18 juillet 1960.

Assemblée nationale :

Projet de loi modifié par le Sénat (n° 796) ;
Rapport de M. Coumaros, au nom de la commission des affaires culturelles (n° 815) ;
Discussion et adoption le 22 juillet 1960.